

**SERVICE DU DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL**

2, rue du 24-Septembre  
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 53 10  
f +41 32 420 53 11  
secre.sdt@jura.ch

Delémont, le 19 décembre 2024/SR/RRA

# Autorisation

## **Reconnaitances géophysiques en sismique réflexion 3D, Projet pilote de géothermie profonde, Haute-Sorne**

Le Service du développement territorial de la République et Canton du Jura,

vu la demande d'autorisation pour utilisation de méthodes spéciales datée du 29 septembre 2024 et déposée par Geo2X SA — Rue de Chamblon 34 — CH-1400 Yverdon-les-Bains, mandataire de Geo-Energie Suisse AG et Geo-Energie Jura SA,

vu l'arrêté d'approbation du 02 juin 2015 et ses annexes,

vu les articles 6.1.1.2 et 11.1.3 de la convention du 17 juin 2022,

### **Délivre à :**

Geo-Energie Suisse AG — Reitergasse 11 - 8004 Zürich, Geo-Energie Jura SA — c/o Imprimerie Cattin Sàrl, Rue Dos-Chez-Mérat 40 - 2854 Bassecourt et à leur mandataire Geo2X SA — Rue de Chamblon 34 - CH-1400 Yverdon-les-Bains (ci-après, le bénéficiaire)

L'autorisation de réaliser, dans le cadre de la phase d'exploration du projet pilote de géothermie profonde de Haute-Sorne, une campagne de reconnaissance géophysique en sismique réflexion 3D aux conditions et charges ci-après :

### **Coordination obligatoire avec les propriétaires et les gardes forestiers**

1. Les propriétaires des routes et chemins ainsi que les propriétaires fonciers concernés devront donner leur autorisation formelle pour le passage des véhicules, des personnes et pour la pose des géophones.
2. Pour les travaux en forêt, les gardes forestiers seront informés à l'avance des secteurs forestiers concernés par les opérations. La personne de contact à l'Office de l'environnement (ci-après, ENV) est Pascal Kohler (p.kohler@jura.ch, 032 420 48 30).

### **Tracé définitif, suivi des opérations et transmission des données**

3. Le tracé des lignes d'acquisition mis à jour à la suite de la phase de permis sera transmis au chef de projet de la République et Canton du Jura (ci-après, chef de projet, coordonnées : sylvain.rigaud@jura.ch) au plus tard sept jours avant le début des travaux d'acquisition. Le document identifiera la position des points sources et récepteurs ainsi que la puissance vibratoire prévue pour chacun des points de vibration.
4. La liste exhaustive des parcelles concernées sera actualisée à la suite de la phase de permis et transmise au chef de projet au plus tard sept jours avant le début des travaux d'acquisition.
5. Au cours des travaux d'acquisition, un rapport journalier sera transmis sous 24h au chef de projet. Ce rapport comprendra notamment un résumé des séances quotidiennes, des opérations, une carte de progression et un planning prévisionnel.
6. Les données brutes et traitées ainsi que les rapports en lien avec cette campagne de reconnaissance seront transmis au chef de projet après la fin des travaux d'acquisition, dans un délai de six mois.

### **Protection des travailleurs**

7. Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions de la loi sur le travail en matière de durée du travail, du repos, de la protection de la santé ainsi que celles de l'ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles.

### **Protection contre le bruit et les vibrations**

8. Les travaux d'acquisition s'effectueront uniquement entre 8h et 19h.
9. En amont des opérations, une information détaillée sera communiquée à l'attention des collectivités publiques et de la population, décrivant notamment les nuisances sonores et vibratoires attendues.
10. Les riverains seront spécialement informés à l'avance de la nature des travaux ainsi que des périodes où ils pourront être touchés par le bruit et les vibrations des camions vibreurs.
11. Un processus d'information du public avec la mise à disposition d'un contact atteignable par téléphone et par courrier électronique sera mis en place.
12. Les points de vibrations seront éloignés des bâtiments et infrastructures sensibles de manière à ce que ces objets ne puissent être impactés, en appliquant le principe de précaution et dans un respect strict de la norme VSS 40312. Un monitoring systématique sera mis en place pour le garantir. Toute interruption de ce monitoring devra être notifiée et justifiée dans le rapport journalier.
13. Les vibrations seront maîtrisées selon un protocole prudent et seront immédiatement stoppées en cas de dépassement des seuils au niveau de la dalle du bâtiment le plus proche. Les protocoles de mesure, de contrôle et d'acquisition seront ajustés de manière prudente, en tenant compte des conditions vibratoires locales. Tout dépassement des vitesses particulières maximales fixées par la norme VSS 40 312 sera catalogué (localisation du point de vibration, du point de mesure et valeur de dépassement) dans le rapport journalier.

### **Protection des sols**

11. Les véhicules et les camions vibreurs sont autorisés à circuler exclusivement sur les routes et chemins existants.
12. Seul le passage à pied est autorisé hors des chemins pour l'installation d'appareils de mesure, sous réserve de l'autorisation formelle du propriétaire.
13. En période particulièrement humide, les camions vibreurs ne pourront être utilisés que si la fréquence des vibrations n'est pas susceptible d'activer les glissements de terrain répertoriés sur la carte des dangers.

### **Protection de la nature**

14. Un plan précis et définitif des milieux protégés traversés ou longés par les tracés sera établi et transmis à l'ENV (secr.env@jura.ch) avec copie au chef de projet au plus tard sept jours avant le début des opérations.
15. Une information et une formation sur la protection des milieux naturels et de la faune à destination des équipes travaillant sur le terrain sera mise en place en amont des opérations.

### **Gestion du trafic, constructions routières et entretien**

16. Le bénéficiaire fournira à la section des constructions routières du Service des infrastructures les fichiers correspondant au visionnage de l'état du revêtement routier sur les routes cantonales (RC18, RC248.4, RC249, RC 1545 et toute autre route cantonale concernée) effectué en décembre. Il prendra contact avec M. Lionel Schüll (032 420 73 00) pour coordonner le transfert des documents.
17. L'exécution des travaux fera l'objet d'une demande préalable de travaux sur route cantonale selon le formulaire ad hoc disponible sur [www.jura.ch/sinformulaires](http://www.jura.ch/sinformulaires).
18. L'entreprise mettra tout en œuvre pour assurer la sécurité du trafic lors de ces travaux, conformément aux bases légales et normatives en vigueur.

### **Assurance et responsabilités**

19. Les responsabilités du maître d'ouvrage et des entreprises adjudicatrices doivent être clairement établies contractuellement.
20. Le bénéficiaire est au bénéfice des assurances nécessaires, notamment celles couvrant les éventuels dégâts causés aux tiers durant les opérations.

### **Emoluments**

ENV - Office de l'environnement	Fr.	300.00
SIN – Service des infrastructures	Fr.	50.00
SDT – Service du développement territorial	Fr.	200.00
Port	Fr.	3.60
	<b>Fr.</b>	<b>553.60</b>

## Validité

La présente décision est valable jusqu'au 31 mai 2025, sous réserve des droits de tiers, des obligations d'assurance ainsi qu'aux conditions, délais et charges indiqués ci-dessus.

La présente décision peut faire l'objet d'une opposition par écrit devant le Service du développement territorial dans les trente jours à compter de sa notification (art. 98 Cpa). L'opposition doit être motivée et comporter les éventuelles offres de preuve. Elle doit être datée et signée par l'opposant ou son mandataire (art. 98, al. 2 et 3, Cpa). La procédure d'opposition est la condition préalable à tout recours ultérieur (art. 96 Cpa). Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité de l'opposition.



Sylvain Rigaud  
Chef de projet



Pierre Brulhart  
Chef de service adjoint